Plan National de Restauration de la Nature - débat public

Cahier d'acteur sur les milieux urbains

France Nature Environnement Île-de-France est la fédération des associations de protection de la nature. Elle a pour objet de veiller à la sauvegarde de l'environnement et des êtres vivants en Île-de-France. <https://fne-idf.fr/>

Ligue pour la Protection des Oiseaux Île-de-France : La LPO Ile-de-France œuvre au quotidien pour la protection des espèces, la préservation des espaces et pour l'éducation et la sensibilisation à l'environnement. <https://www.lpo.fr/lpo-locales/lpo-ile-de-france>

Contexte

Le Règlement relatif à la restauration de la Nature rappelle que « les écosystèmes urbains représentent environ 22 % de la surface terrestre de l'Union et constituent la zone dans laquelle vit la majorité des citoyens de l'Union. ». La restauration des milieux urbains, et des réservoirs périphériques, est essentielle pour renforcer la présence de la nature en ville mais aussi améliorer la santé et la qualité de vie. **La destruction des habitats et la surexploitation des ressources sont responsables de plus de 50% du déclin de la biodiversité**¹. En milieu urbain, la biodiversité est soumise à des pressions particulièrement fortes. En Île-de-France par exemple, où 26% du territoire est urbanisé, les populations d'oiseaux spécialistes du bâti ont chuté de 54% entre 2001 et 2023, contre 24% sur le reste de la France. De nombreuses villes sont au moins artificialisées de moitié et certaines zones comme la proche banlieue parisienne dépassent même les 80%. L'aménagement du territoire est donc un fort levier d'action pour enrayer ce déclin.

La biodiversité urbaine vit dans les **espaces végétalisés** (parcs, jardins, friches, bosquets, haies, prairies, fermes, pelouses, etc.), les **espaces semi-naturels** (bassin, berges, forêt péri-urbaines, etc.), mais aussi les **espaces construits** (façades de bâtiments, toitures, égouts, etc.). Bien qu'il subsiste quelques milieux portant des enjeux de conservation importants, ce sont généralement des **écosystèmes simplifiés** avec une faible diversité d'habitats et d'espèces. En effet, les pressions sont nombreuses et l'urbanisation conduit à l'homogénéisation biotique des villes. Cette homogénéisation rend les **écosystèmes plus vulnérables** aux perturbations et limite leur capacité à absorber les catastrophes naturelles (inondations, canicules, sécheresses, etc.) et à s'en remettre. Certains sols urbains sont également dégradés (scellés, pollués, déstructurés, artificialisés, etc.) limitant leur capacité à remplir tout ou partie des fonctions exercées par un sol naturel. Enfin, lors de rénovation du bâti, des cavités et éléments de façades utilisés comme gîtes par des oiseaux ou chiroptères peuvent être détruits sans être remplacés par des nichoirs artificiels.

Le Règlement prévoit la protection des « espaces verts urbains » et du « couvert arboré urbain » (art. 8). Le couvert végétal des zones urbaines est un enjeu de survie pour tous les vivants. Les villes françaises, mauvaises élèves en Europe, ont un taux de couverture des

¹ IPBES (2019): *Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. p 25.

espaces végétalisés de 34% en moyenne², très largement inférieur aux 45% d'espaces naturels estimés nécessaires pour assurer une stabilité environnementale (climat, diversité, richesse, etc.). La végétalisation des milieux urbains est donc un objectif prioritaire. **Il ne faut cependant pas oublier les autres composantes d'un écosystème urbain**, car des milieux naturels non végétalisés (berges, friches urbaines, etc.) et minéralisés (façades, toitures, etc.) permettent aussi à la biodiversité d'y trouver sa place.

I. Des villes vivantes : préserver l'existant et améliorer la connaissance

La priorité est de préserver l'existant. Les scientifiques sont unanimes sur le fait qu'il est plus facile et plus efficace de préserver un écosystème fonctionnel que de tenter une restauration. Tous les espaces, même les plus petits, sont importants et doivent être préservés³; notamment : le sol, les zones humides, les espaces végétalisés, les milieux ouverts et les zones bâties qui accueillent de la biodiversité.

Pour préserver l'existant, il faut avant tout **limiter les pressions anthropiques**. En milieu urbain, il s'agit surtout de l'artificialisation des sols ; des changements climatiques ; des pollutions lumineuses, sonores, chimiques des sols et de l'air ; ainsi que de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes.

Améliorer la connaissance, en réalisant des **atlas communaux de biodiversité (ABC)** et des **diagnostics écologiques préalables** à tout aménagement, est nécessaire pour protéger les écosystèmes existants. Rendre le diagnostic biodiversité obligatoire pour toute demande de permis de construire, travaux ou changement du PLU(i) permettrait d'éviter la destruction d'espèces et de leurs habitats. La charge de la preuve du non-impact sur la biodiversité doit être établie préalablement à toute intervention par tous les intervenants.

L'accompagnement des villes par un écologue et **l'acculturation** des élus et des personnels techniques sur la biodiversité sont primordiaux. La nature en ville est encore trop souvent appréhendée comme une réserve foncière ou pour son aspect esthétique uniquement. Plusieurs aménagements dits « de renaturation » sont réalisés sans prise en compte de la biodiversité présente sur place et sans connaissance du fonctionnement des écosystèmes, ce qui mène à une destruction de milieux fonctionnels ou à la création de milieux végétalisés non fonctionnels. Cet accompagnement doit aussi être financier, en ce sens le maintien du fonds vert est impératif.

II. Des politiques publiques actives sur la restauration permanente de la nature

Les changements systémiques modifient en profondeur notre manière d'habiter, ce qui impose une transformation des politiques publiques, y compris des financements et des politiques fiscales. Le Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche doit assurer un **portage politique fort et veiller à la cohérence des politiques publiques**. Dans le Plan Nature en ville (adopté dans le cadre de la Stratégie Nationale de la Biodiversité 2030), la France s'est engagée à mettre en place 4 axes que nous souhaitons rappeler ici : Améliorer la connaissance ; Préserver et restaurer la

² Asterès, *Les espaces verts urbains en France : une création de valeur via les bienfaits sanitaires et environnementaux*

³ Riva, F., & Fahrig, L. (2022). *Landscape-scale habitat fragmentation is positively related to biodiversity, despite patch-scale ecosystem decay*. *Ecology Letters*, 26(2), 268–277.
<https://doi.org/10.1111/ele.14145>

nature dans les stratégies territoriales ; Maintenir et développer la nature en ville dans les projets d'aménagement ; Fédérer les acteurs pour développer une culture partagée. Ainsi, les récents reculs sur les politiques environnementales (réautorisation de pesticides, risque de recul sur le ZAN, simplification de la vie économique et du droit de l'urbanisme, etc.) sont incompatibles avec les objectifs de « rétablissement de la biodiversité et de la résilience de la nature et des objectifs d'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets » porté par ce règlement. Il faut s'appuyer sur la loi biodiversité de 2016 qui fournit notamment les bases juridiques permettant le maintien des continuités écologiques.

Une **bonne maîtrise foncière est indispensable** pour garantir la réalisation du plan national de restauration de la nature, et notamment son article 8 qui impose l'absence de perte nette de surface d'espaces verts urbains. L'objectif **ZAN doit donc être maintenu et accompagné**. Il est un premier pas, mais il doit être **nécessairement complété** d'une **approche qualitative** pour éviter l'artificialisation d'espaces indispensables au fonctionnement des écosystèmes. Le **principal levier** pour limiter l'artificialisation est la **fiscalité**. La proposition de loi « pour réussir la transition foncière »⁴ propose de supprimer les exonérations fiscales sur la taxe d'aménagement des entrepôts, hangars, parkings couverts, la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions nouvelles et les taxes sur les plus-values des terrains devenus constructibles. Généraliser les taxes sur les friches commerciales et industrielles et élargir la taxe sur les surfaces commerciales aux entrepôts logistiques et aires de stationnement est aussi une piste. Enfin, des exonérations de taxes foncières favoriseraient la protection des sols non artificialisés.

Tous les **dispositifs de protection réglementaires locaux permettant une protection des espaces non imperméabilisés et végétalisés** (ex : L. 113-1, L. 151-17 et suivants du code de l'urbanisme) doivent être promus et utilisés pour mieux protéger les écosystèmes. En effet, l'élargissement d'un périmètre de protection ne doit pas être un prétexte pour déclasser un EBC en EPP. De plus, les OAP et le droit de préemption, spécifiquement élargi pour l'atteinte de l'objectif ZAN, doivent être davantage mobilisés pour protéger et augmenter les espaces végétalisés en ville. Enfin, il faut impérativement intégrer dans les documents d'urbanisme des dispositions contraignantes sur la conservation des vieux arbres et des haies, la plantation d'arbres et d'arbustes d'essences diversifiées et indigènes ([vegetal-local](#)) et le développement des "rue-jardins".

La **complexité de l'organisation des métropoles** est un frein pour la restauration en milieu urbain. Les zonages administratifs de la région parisienne sont par exemple un mille-feuille à 5 niveaux qui freinent l'appréhension avec cohérence des sujets liés aux espaces naturels (continuités écologiques, zones humides, forêts, etc.). En ce sens, la définition de zones d'écosystème urbain, pouvant regrouper plusieurs collectivités (article 14 du règlement), risque de freiner la préservation des espaces naturels urbains et son évaluation.

III. Une vision systémique pour la végétalisation et l'aménagement des villes

La **mise en œuvre de continuités écologiques fonctionnelles** assurera la circulation des espèces, le maintien des communautés, et d'un certain nombre de fonctionnalités écosystémiques. Pour cela, une approche multitrane (trame brune pour la continuité des sols de pleine terre, trame blanche, trame noire, etc.) est primordiale. Par ailleurs, il est

⁴ Proposition de loi pour réussir la transition foncière, n° 1513, déposée le mercredi 4 juin 2025.

indispensable d'apprécier la fonctionnalité de la connectivité (et non uniquement sa structure), à travers des outils comme Cartovégétation.

La **renaturation** est définie par le retour à l'état naturel ou semi-naturel des écosystèmes qui ont été dégradés, endommagés ou détruits par les activités humaines. En milieu urbain, la renaturation d'un espace n'est pas une restauration classique car il n'y a souvent pas d'écosystème de référence. Ce sont un ensemble de fonctions que l'on cherche à atteindre et qui passe par la restauration de tous les éléments composants les écosystèmes :

La **restauration des sols urbains** par la désimperméabilisation des sols (selon le concept de la ville éponge⁵) vise à remplacer les sols scellés par des sols perméables (voir guide [Sols vivants](#)). Cette conversion couplée à une gestion intégrée des eaux pluviales facilite la gestion des effets des inondations (à condition de ne plus construire dans les zones avec un risque inondation d'aléas fort à très forts).

A ceci s'ajoutent la **réouverture ou la décanalisation des cours d'eau** par la création de noues et mares, permettant de réguler naturellement les précipitations courantes et les épisodes de crue. Ces actions conjuguées avec une végétalisation appropriée permettront de créer des écosystèmes aquatiques ou irrigués naturellement en cœur de villes.

Pour **végétaliser davantage les villes** en lien avec les enjeux environnementaux, la cartographie des espaces à désimperméabiliser pour créer des sols support de végétation est essentielle. Il faut aussi s'assurer que la terre employée ne provienne pas du décapage de sols agricoles ou de zones naturelles, en créant une régie des terres et substrats régionale. Attention, la végétalisation des toitures et façades évoquée dans le règlement européen doit être encadrée car elles ne remplacent pas des espaces de pleine terre. Tendre vers une **structure paysagère diversifiée** (milieux, stratification verticale, étalement de la floraison, essences locales, etc.) gérée de manière différenciée (prohibition des produits chimiques, fauche tardive, conservation de la matière organique morte, etc.) permettra de dessiner des villes résilientes, à l'identité unique.

Les **milieux ouverts** (friche, prairie...) sont souvent sacrifiés pour urbaniser. Pourtant, ils constituent des îlots de biodiversité, même une friche déclarée "polluée" peut accueillir une biodiversité unique. Ils doivent être conservés avec des études au cas par cas avant chaque projet, et restaurés au moyen de Solutions Fondées sur la Nature.

Enfin, sur les **espaces bâtis**, une attention particulière est nécessaire concernant les travaux de rénovation des bâtiments qui doivent mieux prendre en compte les espèces du bâti (nichoirs et gîtes intégrés etc., voir guide [Rénovation et Biodiversité](#)). La construction de façades en verre est à proscrire pour limiter les risques de collision. Les porteurs de projet doivent être accompagnés de l'élaboration à la mise en place du chantier, et jusqu'au suivi du site. La réussite des actions de renaturation tient à leur suivi et leur évaluation. La renaturation en ville doit être envisagée dans une approche globale d'aménagement urbanistique inspirée des systèmes biologiques et permettre l'adaptation au changement climatique (isolation, aération, ventilation, etc.).

⁵ Boyer Anne-Lise et Balaesque Lætitia, « Les États-Unis dans le changement climatique », Géoconfluences, septembre 2024.